

TRADUCTION

Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture

F. 97 — 2338

[C - 97/36191]

2 JUILLET 1997. — Arrêté ministériel portant adaptation de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 octobre 1991 portant exécution du décret du 27 mars 1991 en matière de la pratique du sport dans le respect de la santé, notamment la liste des substances et des produits interdits

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Vu le décret du 27 mars 1991 en matière de la pratique du sport dans le respect de la santé, modifié par le décret du 20 décembre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 octobre 1991 portant exécution du décret du 27 mars 1991 en matière de la pratique du sport dans le respect de la santé, notamment les articles 73 et 74;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 juin 1995 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 octobre 1992 portant délégation des compétences de décision aux membres du Gouvernement flamand, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 20 janvier 1993 et 7 octobre 1993;

Vu les avis de la Commission d'Anti-dopage du 13 octobre 1996 et du Conseil de la pratique du sport dans le respect de la santé du 8 novembre 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 73, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 octobre 1991 portant exécution du décret du 27 mars 1991 en matière de la pratique du sport dans le respect de la santé, les substances suivantes sont ajoutées :

1° sous "1° les stimulants" :

Bromantan

Fencamine

Formotérol *

2° sous "2° les narcotiques" :

Buprénorfine

Acétylméthylfentanyl

3° sous "4° les corticostéroïdes" :

Clobétazon

Désonide

Desoxymetason

Diflucortolon

Fluocinolone

Fluprednidéon

Fluticasone

4° sous "6° les bêta-bloquants"

Bopindolol

Esmolol

5° sous "7° les diurétiques" :

Cyclothiazide

Ciclétanion

Bruxelles, le 2 juillet 1997.

Mme W. DEMEESTER-DEMEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 2339

[S - C - 97/29316]

15 MAI 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le code de déontologie de l'aide à la jeunesse et instituant la commission de déontologie de l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment les articles 4, alinéa 3, et 27, § 2, 6°;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1984;

Vu la proposition du 2 février 1995 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 14 octobre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 avril 1996;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mai 1996;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Le code de déontologie visé à l'article 4, alinéa 3, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est établi conformément au texte annexé au présent arrêté.

Art. 2. Il est institué une commission de déontologie de l'aide à la jeunesse, dénommée ci-après la Commission de déontologie.

Art. 3. La Commission de déontologie a pour mission de remettre un avis sur toute question de déontologie en matière d'aide à la jeunesse, en ce compris sur les litiges résultant de l'application du code de déontologie. Cet avis est remis soit d'initiative, soit à la demande du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, soit à la demande de personnes concernées par un litige.

Art. 4. La Commission de déontologie comprend cinq membres, nommés pour un mandat renouvelable de quatre ans par le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions.

Elle se compose de :

- 1° un magistrat;
- 2° un membre de la Ligue des droits de l'homme;
- 3° trois personnes issues de secteurs de la recherche scientifique.

Sont également nommés par le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, pour assister aux réunions avec voix consultative :

- 1° deux membres du personnel de l'administration de l'aide à la jeunesse, dont un relevant des services extérieurs;
- 2° un représentant du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions.

Art. 5. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions nomme le Président parmi les membres.

Art. 6. La Commission de déontologie a son siège à l'administration de l'aide à la jeunesse. Elle se réunit sur convocation du Président. Le secrétariat et la conservation des archives sont assurés par l'administration.

Art. 7. La Commission de déontologie établit son règlement d'ordre intérieur, qu'elle soumet à l'approbation du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions.

Art. 8. Les demandes d'avis relatifs aux litiges visés à l'article 3 sont adressées par lettre recommandée au Président de la Commission de déontologie.

Celle-ci statue sur l'opportunité de rendre un avis au cours de la réunion qui suit la demande. Sa décision est motivée.

Art. 9. La Commission de déontologie rend son avis après avoir pris toutes les informations qu'elle estime nécessaires et avoir entendu les personnes ou le service concernés, qui en font la demande.

La Commission de déontologie rend son avis dans les trois mois qui suivent la demande. Ce délai peut être prolongé pour une période de trois mois, renouvelable, sur décision motivée de ladite Commission.

Art. 10. La Commission de déontologie est tenue de se déclarer incompétente lorsque le litige fait l'objet d'une procédure judiciaire ou administrative.

Art. 11. L'avis relatif à un litige est communiqué par la Commission de déontologie au Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, ainsi qu'aux personnes et services concernés.

Art. 12. Un procès-verbal de chaque réunion est dressé. Copie de ce procès-verbal est communiquée au Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions.

Art. 13. La participation aux séances de travail de la Commission de déontologie donne droit aux membres visés à l'article 4, alinéa 2, à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

Président : 700 francs

Membres : 500 francs

Les jetons de présence couvrent les travaux accessoires aux séances.

Art. 14. § 1^{er}. Les membres de la Commission de déontologie ont droit au remboursement des frais de parcours et de séjour dans les conditions et suivant les taux fixés par la réglementation applicable aux membres du personnel des ministères.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er} du présent article, ils sont assimilés aux membres du personnel des ministères titulaires d'un grade classé au rang 13;

§ 3. Les membres de la Commission de déontologie sont autorisés à faire usage de leur véhicule personnel pour les déplacements nécessités par les activités de la commission.

Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des transports en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel.

Art. 15. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 15 mai 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions,
Mme L. ONKELINX
Le Ministre du Budget,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe

Code de déontologie

Objet

Le code de déontologie fixe les règles et les principes qui doivent servir de référence tant à l'égard des bénéficiaires et des demandeurs de l'aide qu'à ceux qui l'apportent ou qui contribuent à sa mise en œuvre. Il garantit le respect de leurs droits en général et plus particulièrement celui du secret professionnel, de l'intimité des personnes, de leur vie privée et familiale, des convictions personnelles et des différences, ainsi que l'utilisation correcte des informations recueillies.

Il détermine en outre, la conduite, les devoirs et l'éthique professionnels qui doivent prévaloir dans l'action des intervenants.

Chaque disposition doit s'interpréter en tenant compte de l'esprit général de ce code.

Champ d'application

Le présent code de déontologie s'adresse à tous les services collaborant à l'application du décret de la Communauté française relatif à l'aide à la jeunesse et qui ont pour mission dans ce cadre d'apporter une aide :

- aux jeunes en difficulté;
 - aux personnes qui éprouvent de graves difficultés dans l'exécution de leurs obligations parentales;
 - aux enfants dont la santé ou la sécurité est en danger ou dont les conditions d'éducation sont compromises.
- ou de contribuer à la mise en œuvre de l'aide apportée à ces personnes.

En outre, ces services sont particulièrement tenus de respecter les principes et les dispositions contenus dans :

- la convention européenne du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
- la convention européenne du 28 novembre 1987 pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants;
- la convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant;
- la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;
- la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie;
- le décret du 29 avril 1985 de la Communauté française relatif à la protection des enfants maltraités;
- le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;
- la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Dispositions

Article 1^{er}. Sans préjudice du présent code, les intervenants veillent à respecter également les règles déontologiques spécifiques à leur profession.

Art. 2. L'intervenant recherche les solutions les plus épanouissantes pour le bénéficiaire. Il veille, dans toute la mesure du possible, si les droits et l'intérêt du jeune ne s'y opposent pas, à maintenir la cohésion de la famille et tient compte des attachements privilégiés du jeune, notamment à l'égard de ses frères et sœurs et de ses familiers.

Les intervenants veillent à proposer la solution qui a la meilleure chance de succès.

Ils ont le devoir d'envisager la solution la plus adaptée et la plus accessible au jeune et s'il échoue à sa famille.

Le bénéficiaire doit rester sujet de l'intervention.

Art. 3. Les intervenants ne peuvent en aucun cas imposer leurs convictions philosophiques, religieuses ou politiques au bénéficiaire de l'aide. Ces convictions ne peuvent fonder ni la décision d'octroi ou de refus de l'aide, ni la nature de cette aide; elles ne peuvent davantage entraîner de prosélytisme auprès du bénéficiaire.

Dans le respect de l'intérêt du jeune, de ses droits et obligations, de ses besoins, de ses aptitudes et des dispositions légales en vigueur, l'intervenant veille à respecter et à favoriser l'exercice du droit et du devoir d'éducation des parents notamment en ce qui concerne le développement physique, mental, spirituel, moral, social et culturel de leur enfant.

L'expression des valeurs éthiques du bénéficiaire de l'aide doit être respectée, sauf si elle est contraire à la loi.

Art. 4. Les intervenants ont un devoir de formation et d'information permanentes.

Ils ont l'obligation de remettre en question régulièrement leurs pratiques professionnelles et veillent à les adapter à l'évolution des connaissances et des conceptions.

Ces pratiques professionnelles ne peuvent s'inscrire dans un contexte prioritairement sécuritaire ou répressif.

Art. 5. Les intervenants s'abstiennent de toute attitude susceptible de nuire inutilement et gravement à la crédibilité de leur fonction auprès des bénéficiaires de l'aide.

Art. 6. Les intervenants ont l'obligation, dans les limites du mandat de l'usager, du respect de la loi et du secret professionnel, de travailler en collaboration avec toute personne ou service appelé à traiter une même situation.

La collaboration entre les services d'aide à la jeunesse suppose une connaissance mutuelle des services, de leurs objectifs, de leur cadre réglementaire, de leurs compétences et spécificités, ainsi que des personnes travaillant dans ces services. Les intervenants sont dès lors tenus de développer cette connaissance par les contacts nécessaires en vue de favoriser la collaboration entre services.

La collaboration entre les services suppose la délimitation et le respect du rôle et des compétences de chacun des acteurs, ainsi qu'un échange d'informations. Cet échange doit s'effectuer avec la collaboration des personnes concernées, le jeune et sa famille demeurant au centre de l'action.

Les intervenants adoptent une attitude claire par rapport à la situation et aux autres intervenants. Ils ont le devoir de s'informer des actions déjà entreprises et de respecter les choix opérés par les intervenants précédents sans être nécessairement liés par ces choix pour l'avenir.

La collaboration entre les services et les intervenants doit permettre la recherche de la solution la plus efficace, la plus simple, et la plus proche des personnes concernées.

La collaboration suppose aussi le respect du lien privilégié qu'un bénéficiaire d'aide a établi avec un service ou auquel il fait confiance.

Art. 7. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 12, tout renseignement de nature personnelle, médicale, familiale, scolaire, professionnelle, sociale, économique, ethnique, religieuse, philosophique, relatif à un bénéficiaire de l'aide ne peut être divulgué. Il ne peut être transmis qu'à des personnes tenues au secret professionnel, si cette communication est rendue nécessaire par les objectifs de l'aide dispensée et si elle est portée préalablement à la connaissance du bénéficiaire et, s'il échet, de ses représentants légaux.

L'identité des intervenants qui sont détenteurs de renseignements de nature personnelle au sujet d'un bénéficiaire doit être portée à la connaissance de celui-ci et, s'il échet, de ses représentants légaux.

Les intervenants communiquent aux bénéficiaires les informations qui les concernent, soit à la demande de ceux-ci, soit si les intervenants estiment que cette communication est susceptible de favoriser l'épanouissement des bénéficiaires. Les intervenants veillent à ce que les informations soient transmises de manière à ne pas perturber gravement le bénéficiaire.

Les informations personnelles concernant d'autres personnes impliquées dans l'aide accordée au bénéficiaire ne peuvent lui être communiquées que moyennant l'accord de celles-ci et si cette transmission est conforme à la finalité de cette aide.

Art. 8. Les intervenants s'assurent que le bénéficiaire ou ses représentants apprécient en pleine connaissance de cause la nécessité, la nature et la finalité de l'aide ainsi que ses conséquences et puissent dès lors faire valoir leurs droits.

Ils sont tenus de formuler leurs propositions et décisions relatives à cette aide dans un langage compréhensible et lisible énonçant, sous réserve du respect du secret professionnel et de la vie privée d'autrui, les considérations de droit et de fait qui les fondent.

Ces propositions et décisions ainsi motivées doivent être notifiées aux personnes intéressées par l'aide et qui sont autorisées à introduire le recours prévu à l'article 37 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Le bénéficiaire de l'aide a droit à une information complète quant aux aides matérielles, médicales et psychosociales dont il est susceptible de bénéficier, notamment en fonction de l'état actuel des connaissances et des législations en vigueur.

Art. 9. L'intervenant doit veiller dans les situations traitées à distinguer les notions d'urgence et de gravité. L'urgence doit s'apprécier en tenant compte de l'intérêt du jeune, de sa sauvegarde physique ou psychologique et en dehors de toute autre considération.

Elle ne peut constituer un prétexte pour adopter une solution brutale sans égard à l'ensemble des ressources du terrain, des implications et des conséquences secondaires de la mesure.

Une décision prise dans le cadre de l'urgence doit être réévaluée dans des délais raisonnables et fixés préalablement.

Art. 10. Le bénéficiaire doit recevoir l'aide dans des délais raisonnables. Les intervenants veillent dans ce sens à fixer et à respecter des délais en rapport avec la nature, la gravité et l'origine de la situation.

Ils veillent aussi, sauf si l'urgence et la gravité le justifient, à ce que le traitement de nouvelles situations n'entrave pas le respect des échéances fixées dans les situations déjà prises en charge.

Si après avoir utilisé toutes les ressources et moyens professionnels en leur possession, les intervenants sont dans l'impossibilité d'octroyer valablement l'aide nécessaire dans les délais raisonnables, ils en informent les bénéficiaires et les autorités concernées afin de susciter les modifications de la politique et des règlements qu'ils jugent souhaitables.

Art. 11. Afin d'élaborer un programme d'aide, l'intervenant procède ou fait procéder à l'évaluation de la situation.

Il veille à prendre conscience de ses possibilités personnelles, de ses limites professionnelles et à agir dans la mesure de celles-ci.

Confronté à une situation susceptible de compromettre gravement la santé, la sécurité ou les conditions d'éducation d'un jeune et qu'il estime ne pouvoir assumer valablement, il a le devoir d'en référer à d'autres intervenants dont l'action serait plus appropriée ou s'il échet aux autorités compétentes.

L'intervenant est tenu d'en informer le bénéficiaire.

Art. 12. Les intervenants sont tenus de respecter le secret professionnel. Ce respect doit être compris comme étant une obligation contractée à l'égard du bénéficiaire de l'aide garantissant la confiance que ce dernier doit pouvoir trouver auprès des intervenants et des services. En aucun cas il ne peut servir à protéger l'intervenant lui-même.

L'intervenant est tenu au secret professionnel en ce qui concerne les informations portées à sa connaissance, les initiatives qu'il est amené à prendre dans le cadre des demandes d'aide qui lui sont adressées et le contenu de ses dossiers.

Il garantit notamment ce secret à propos de l'organisation des entretiens, de leur teneur et de ce qui en résulte. Il assure également le secret de toute correspondance adressée dans le cadre de ses actions.

Appelé à témoigner en justice, l'intervenant se montrera soucieux de l'intérêt du bénéficiaire de l'aide.

Dans un souci d'aide, l'intervenant peut coopérer avec d'autres personnes ou services chaque fois que l'intérêt du bénéficiaire de l'aide l'exige. Cette collaboration doit être portée à la connaissance du bénéficiaire de l'aide. Elle doit s'exercer dans la discrétion et n'autorise que l'échange de faits et d'informations indispensables à la prise en charge.

Dans l'impossibilité d'agir personnellement pour défendre les intérêts ou la sécurité du bénéficiaire de l'aide, de sa famille ou de tiers gravement menacés, l'intervenant peut invoquer l'état de nécessité pour transmettre aux autorités compétentes les informations nécessaires.

Lorsqu'à des fins d'enseignement, de recherche ou d'informations, l'intervenant est amené à utiliser ou transmettre des renseignements sur les bénéficiaires, il est tenu de garantir l'anonymat et le respect de la vie privée en ce qui les concerne.

Art. 13. L'intervenant ne peut exercer à l'égard d'un même bénéficiaire de l'aide plusieurs fonctions liées à l'octroi, au refus d'octroi, ou à la mise en œuvre de l'aide.

L'intervenant ne peut participer directement à la décision d'octroi ou de refus d'octroi d'une aide à un bénéficiaire s'il peut y trouver un intérêt direct ou indirect soit à titre personnel, soit au titre de mandataire ou de représentant.

Art. 14. Eu égard au respect de la vie privée, les intervenants doivent s'abstenir de participer ou de contribuer à la diffusion et à la publication d'informations par le biais d'un quelconque support médiatique, de nature à permettre l'identification des bénéficiaires de l'aide.

Il ne peut y être dérogé que si l'intérêt du jeune le justifie et avec l'accord de celui-ci s'il est capable de discernement ou, dans le cas contraire, de ceux qui administrent sa personne.

Art. 15. Le Pouvoir Organisateur ou son mandataire doit s'assurer que le comportement des personnes qu'il occupe n'est pas de nature à être préjudiciable aux bénéficiaires de l'aide qui leur sont confiés.

Tout intervenant, engagé ou non dans le cadre d'un contrat de travail, doit être reconnu de bonne vie et mœurs et doit pouvoir en attester.

Tout intervenant ayant connaissance de faits de maltraitance, dont notamment les abus sexuels, commis par un autre intervenant, est tenu d'en informer les autorités compétentes.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1997 fixant le code de déontologie de l'aide à la jeunesse et instituant la commission de déontologie de l'aide à la jeunesse.

Bruxelles, le 15 mai 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions,
Mme L. ONKELINX
Le Ministre du Budget,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2339

[S - C - 97/29316]

15 MEI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de ethische gedragsregels inzake hulpverlening aan de jeugd en tot instelling van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor de hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op de artikelen 4, lid 3, en 27, § 2, 6°;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1984;

Gelet op het voorstel van 2 februari 1995 van de Raad van de Franse Gemeenschap voor hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Raad van de Franse Gemeenschap voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 14 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 april 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 31 mei 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 1997,

Besluit :

Artikel 1. De ethische gedragsregels bedoeld in artikel 4, lid 3 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd worden vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst.

Art. 2. Er wordt een commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor de hulpverlening aan de jeugd ingesteld, hierna genoemd de "Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels".

Art. 3. De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels heeft als opdracht advies uit te brengen over elke vraag in verband met ethische gedragsregels inzake hulpverlening aan de jeugd, met inbegrip van de geschillen die voortvloeien uit de toepassing van de ethische gedragsregels. Dit advies wordt ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, ofwel op aanvraag van de personen die bij een geschil betrokken zijn, uitgebracht.

Art. 4. De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels bestaat uit vijf leden, die voor een verlengbaar mandaat van vier jaar worden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort.

De Commissie is samengesteld uit :

1° Een magistraat.

2° Een lid van de "Ligue des droits de l'homme".

3° Drie personen, afkomstig uit sectoren van het wetenschappelijk onderzoek.

Door de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, worden, om met adviserende stem de vergaderingen bij te wonen, eveneens benoemd :

1° Twee personeelsleden van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd, onder wie één onder de buitendiensten ressorteert;

2° Een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, benoemt de voorzitter uit de leden.

Art. 6. De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels houdt zitting in het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd. Zij wordt door de voorzitter bijeengeroepen. Het secretariaat en het bewaren van het archief worden door het bestuur waargenomen.

Art. 7. De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels stelt haar huishoudelijk reglement vast, dat zij aan de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort ter goedkeuring voorlegt.

Art. 8. De aanvragen om advies betreffende de in artikel 3 bedoelde geschillen worden bij aangetekend schrijven aan de voorzitter van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels gericht.

Deze beslist of een advies al dan niet moet worden uitgebracht gedurende de vergadering die op de aanvraag volgt. Haar beslissing wordt met redenen omkleed.

Art. 9. De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels brengt haar advies uit na alle inlichtingen te hebben ingewonnen die zij als nodig acht en de betrokken personen of dienst, die het aanvragen, te hebben gehoord.

De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels brengt haar advies uit binnen de drie maanden die op de aanvraag volgen. Deze termijn kan voor een vernieuwbare periode van drie maanden verlengd worden, bij een door die Commissie met redenen omklede beslissing.

Art. 10. De Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels is verplicht zich onbevoegd te verklaren wanneer het geschil onderzocht wordt in het kader van een gerechtelijke of administratieve procedure.

Art. 11. Het advies over een geschil wordt door de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels medegedeeld aan de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, alsook aan de betrokken personen en diensten.

Art. 12. Er worden notulen van elke vergadering opgemaakt. Een afschrift van die notulen wordt overgezonden aan de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort.

Art. 13. Wanneer de in artikel 4, lid 2, bedoelde leden de werkvergaderingen van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels bijwonen, hebben ze recht op een presentiegeld waarvan het bedrag vastgesteld wordt als volgt :

Voorzitter : 700 frank

Leden : 500 frank.

Het presentiegeld dekt de bijkomende werkzaamheden in het kader van de vergaderingen.

Art. 14. § 1. De leden van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels hebben recht op de terugbetaling van de reis- en verblijfskosten volgens de voorwaarden en de tarieven vastgesteld door de regeling die op de personeelsleden van de ministeries toepasselijk zijn.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 van dit artikel worden zij gelijkgesteld met de personeelsleden van de ministeries die titularis zijn van een graad ingedeeld in rang 13;

§ 3. De leden van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels mogen gebruik maken van hun persoonlijk voertuig voor de reizen die noodzakelijk zijn voor de activiteiten van de commissie.

Zij genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat door de Franse Gemeenschap zou worden betaald bij gebruik van gemeenschappelijke vervoermiddelen.

De Franse Gemeenschap dekt niet de risico's die voortvloeien uit het gebruik, door de leden, van hun persoonlijk voertuig.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage

Ethische gedragsregels

Doel

De ethische gedragsregels houden de regels en beginselen in waarnaar moet worden verwezen zowel ten aanzien van personen die hulp genieten en aanvragen als ten aanzien van personen die deze verlenen of die bijdragen tot de uitvoering van die hulpverlening. Zij waarborgen de eerbiediging van hun rechten in het algemeen en meer bepaald inzake beroepsgeheim, vertrouwelijkheid, privé- en gezinsleven, persoonlijke opvattingen en verschillen, alsook correct gebruik van ingewonnen inlichtingen.

Zij bepalen bovendien het gedrag, de plichten en de beroepsethiek die in acht moeten worden genomen door de optredende personen.

Elke bepaling moet worden geïnterpreteerd in de geest van de algemene ethische gedragsregels.

Toepassingsgebied

Deze ethische gedragsregels zijn bestemd voor alle diensten die bijdragen tot de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschap inzake hulpverlening aan de jeugd en die in dat kader als opdracht hebben hulp te verlenen aan :

- jongeren in een probleemsituatie;
 - personen die grote moeilijkheden ervaren bij de uitvoering van hun ouderlijke verplichtingen;
 - kinderen waarvan de gezondheid of de veiligheid gevaar loopt, of waarvan de opvoedingsomstandigheden slechter dreigen te worden,
- of bij te dragen tot de uitvoering van de hulpverlening aan die personen.

Die diensten zijn er bovendien in het bijzonder toe gehouden de beginselen en de bepalingen in acht te nemen die vervat zijn in :

- het Europees Verdrag van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden;
- het Europees Verdrag van 28 november 1987 ter voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing;
- het internationaal Verdrag van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind;
- de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;
- de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden;
- het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 april 1985 betreffende de bescherming van de mishandelde kinderen;
- het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;
- de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Bepalingen

Artikel 1. Onverminderd deze regels zorgen de optredende personen ervoor dat zij ook de ethische gedragsregels naleven die aan hun beroep eigen zijn.

Art. 2. De optredende persoon probeert oplossingen te vinden die de beste ontplooiingsmogelijkheden bieden voor de persoon die de hulp geniet. Hij zorgt, voor zover mogelijk, en indien dit niet strijdig is met de rechten en het belang van de jongere, voor de samenhang van het gezin en houdt rekening met de voorkeursbanden van de jongere, inzonderheid ten aanzien van zijn broers en zussen en zijn leefgenoten.

De optredende personen stellen de oplossing voor die het meest kans op succes biedt.

Zij hebben de plicht de oplossing in overweging te nemen die het best past en het best toegankelijk is voor de jongere en, in voorkomend geval, voor zijn gezin.

De persoon aan wie en voor wie de hulp wordt verleend, moet het doel blijven van het optreden.

Art. 3. De optredende personen mogen in geen geval hun filosofische, godsdienstige of politieke opvattingen opleggen aan de persoon die de hulp geniet. Noch de beslissing houdende verlening of weigering van de hulp, noch de aard van die hulp, mogen steunen op die opvattingen; deze mogen ook geen proselitisme ten aanzien van de persoon die de hulp geniet tot gevolg hebben.

Met eerbiediging van het belang van de jongere, zijn rechten en verplichtingen, zijn behoeften en zijn bekwaamheden, en met inachtneming van de geldende wettelijke bepalingen, zorgt de optredende persoon ervoor dat het opvoedingsrecht en de opvoedingsplicht van de ouders geëerbiedigd en aangemoedigd worden, inzonderheid op het gebied van de lichamelijke, mentale, geestelijke, morele, sociale en culturele ontwikkeling van hun kind.

De expressie van de ethische waarden van de persoon die de hulp geniet, moet worden geëerbiedigd, behalve als die met de wet strijdig is.

Art. 4. De optredende personen hebben een permanente opleidings- en informatieplicht.

Ze zijn verplicht zich regelmatig vragen te stellen over hun beroepspraktijken en zorgen ervoor dat zij aangepast worden aan de evolutie van de kennis en de opvattingen.

Deze beroepspraktijken mogen niet worden uitgeoefend in een context die de voorrang verleent aan veiligheid of repressie.

Art. 5. De optredende personen zien af van elk gedrag dat de geloofwaardigheid van hun ambt bij de personen die de hulp genieten nutteloos en zwaar kan aantasten.

Art. 6. De optredende personen zijn verplicht, binnen de perken van het mandaat van de gebruiker, van de inachtneming van de wet en van de eerbiediging van het beroepsgeheim, mede te werken met elke persoon of dienst die eenzelfde toestand moet behandelen.

De medewerking tussen de diensten voor hulpverlening aan de jeugd veronderstelt een wederzijdse kennis van de diensten, hun doelstellingen, hun reglementair kader, hun bevoegdheden en specificiteiten alsook van de personen die in deze diensten werkzaam zijn. De optredende personen moeten dan ook die kennis ontwikkelen door de nodige contacten te leggen met het oog op de aanmoediging van de medewerking tussen de diensten.

De medewerking tussen de diensten veronderstelt de afbakening en de eerbiediging van de rol en de bevoegdheden van elk van de optredende personen, alsook een uitwisseling van inlichtingen. Die uitwisseling moet geschieden met de medewerking van de betrokken personen, waarbij de jongere en zijn gezin het centrale doel van het optreden moeten blijven.

Iedere optredende persoon neemt een duidelijke houding aan ten opzichte van de toestand en de andere optredende personen. Hij is verplicht inlichtingen in te winnen over wat reeds werd ondernomen en de keuzen te eerbiedigen die door vorige optredende personen werden gedaan, waarbij hij niet noodzakelijk door die keuzen voor de toekomst is gebonden.

De medewerking tussen de diensten en de optredende personen moet het mogelijk maken de oplossing te vinden die het meest doeltreffend en eenvoudig is en het best beantwoordt aan de behoeften van de betrokken personen.

De medewerking veronderstelt ook de eerbiediging van de voorkeursband die de persoon die de hulp geniet, gelegd heeft met een dienst die hij vertrouwt.

Art. 7. Onverminderd de bepalingen van artikel 12, mag geen inlichting van persoonlijke, medische, familiale aard, in school- en beroepsverband, en van sociale, economische, etnische, religieuze en filosofische aard over een persoon die de hulp geniet, worden onthuld. Zij mag enkel aan personen die tot het beroepsgeheim gehouden zijn, worden medegedeeld, indien deze mededeling noodzakelijk is om de doelstellingen van de verleende hulp te kunnen bereiken en indien de persoon die de hulp geniet, en in voorkomend geval zijn wettelijke vertegenwoordigers, daar vooraf op de hoogte van worden gebracht.

De identiteit van de optredende personen die inlichtingen hebben over een persoon die de hulp geniet, moet ter kennis van deze en, in voorkomend geval, van zijn wettelijke vertegenwoordigers, worden gebracht.

De optredende personen delen aan de personen die de hulp genieten de inlichtingen mede die hen aangaan, ofwel wanneer deze dit vragen, ofwel wanneer de optredende personen van mening zijn dat die mededeling de ontplooiing van de personen die de hulp genieten, kan bevorderen. De optredende personen zorgen ervoor dat de inlichtingen zodanig worden medegedeeld dat de persoon die de hulp geniet daardoor geen ernstige stoornissen zou ondergaan.

Persoonlijke inlichtingen over andere personen die betrokken zijn bij de hulpverlening aan een persoon mogen hem alleen met de toestemming van die personen worden medegedeeld en indien deze mededeling beantwoordt aan de doelstelling van die hulp.

Art. 8. De optredende personen vergewissen zich ervan dat de persoon die de hulp geniet of zijn vertegenwoordigers met kennis van zaken kunnen oordelen of de hulp noodzakelijk is, wat de aard, het doel en de gevolgen van deze hulp moeten zijn, opdat zij hun rechten zouden mogen doen gelden.

Zij zijn ertoe verplicht hun voorstellen en beslissingen betreffende die hulp te formuleren in een begrijpelijke en leesbare taal die, onder voorbehoud van de eerbiediging van het beroepsgeheim en het privé-leven van de anderen, de overwegingen in rechte en in feite waarop ze steunen, moet opgeven.

Van de aldus met redenen omklede voorstellen en beslissingen moet kennis worden gegeven aan de hulpaanvragers, die ertoe worden gemachtigd het beroep in te dienen dat bedoeld is in artikel 37 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

De persoon die voor de hulp in aanmerking komt, heeft recht op volledige informatie betreffende de materiële, medische en psychosociale hulp die hij kan krijgen, inzonderheid op grond van de huidige stand van de kennis en van de geldende wetgeving.

Art. 9. Wanneer de optredende persoon met bepaalde situaties geconfronteerd wordt, moet hij onderscheiden wat dringend en wat ernstig is.

Een dringende oplossing moet worden gevonden rekening houdend met het belang van de jongere, zijn lichamelijk of psychisch behoud, buiten elke andere beschouwing.

De dringende noodzakelijkheid mag geen voorwendsel zijn om een brutale oplossing op te leggen die geen respect heeft voor alle krachten in 't veld en die geen rekening houdt met de bijkomende implicaties en gevolgen van de maatregel.

Een beslissing die bij wijze van dringende maatregel is getroffen, moet binnen een redelijke en vooraf bepaalde termijn opnieuw worden geëvalueerd.

Art. 10. De persoon die voor de hulp in aanmerking komt, moet deze binnen een redelijke termijn krijgen. De optredende personen zorgen er in die zin voor dat zij de termijn bepalen en naleven in verband met de aard, de ernst en de oorsprong van de situatie.

Behalve als dit door dringende noodzakelijkheid en ernst verantwoord is, zorgen zij er ook voor dat de behandeling van nieuwe situaties niet tot gevolg heeft dat de termijn die voor reeds behandelde situaties werd vastgesteld, niet wordt nageleefd.

Indien de optredende persoon, na alle beroepskrachten en -middelen die in hun bezit zijn te hebben gebruikt, in de onmogelijkheid verkeren om de nodige hulp binnen een redelijke termijn behoorlijk te verlenen, brengen zij er de personen die voor de hulp in aanmerking komen en de betrokken overheid op de hoogte van, om de wijzigingen in het beleid en de reglementen in te voeren die zij als wenselijk achten.

Art. 11. Om een hulpprogramma te kunnen opmaken, evalueert of laat de optredende persoon de situatie evalueren.

Hij zorgt ervoor dat hij zich van zijn persoonlijke mogelijkheden en van zijn grenzen op beroepsvlak bewust is, en dat hij ermee rekening houdt voor zijn optreden.

Wordt hij geconfronteerd met een situatie die de gezondheid, de veiligheid of de voorwaarden voor de opvoeding van een jongere ernstig in het gedrang kan brengen en die hij meent niet behoorlijk te kunnen behandelen, dan is hij verplicht te verwijzen naar andere optredende personen waarvan het optreden meer gepast zou zijn of, in voorkomend geval, naar de bevoegde overheid.

De optredende persoon is verplicht er de persoon die voor de hulp in aanmerking komt op de hoogte van te brengen.

Art. 12. De optredende personen zijn tot het beroepsgeheim gehouden. Dit moet worden verstaan als de verplichting die aangegaan wordt ten aanzien van de persoon die in aanmerking komt voor de hulp, waarbij de waarborg wordt gegeven dat hij het nodige vertrouwen kan hebben in de optredende personen en de diensten. Het mag geenszins tot doel hebben de optredende persoon zelf te beschermen.

De optredende persoon is tot het beroepsgeheim gehouden ten opzichte van de inlichtingen die hem ter kennis worden gebracht, van de initiatieven die hij moet nemen in het kader van de hulpaanvragen die aan hem worden gericht en ten opzichte van de inhoud van zijn dossiers.

Hij garandeert die geheimhouding inzonderheid ten opzichte van de organisatie van de gesprekken, de inhoud ervan en van wat eruit voortvloeit. Hij garandeert eveneens het geheim van elke briefwisseling in het kader van zijn optreden.

Moet de optredende persoon voor het gerecht komen getuigen, dan moet hij het belang van de persoon die de hulp geniet, behartigen.

Met het oog op een goede hulpverlening mag de optredende persoon met andere personen of diensten samenwerken, telkens als het belang van de persoon die de hulp geniet dit vereist. Deze medewerking moet ter kennis van de persoon die de hulp geniet, worden gebracht. Ze moet vertrouwelijk blijven; alleen feiten en inlichtingen die onontbeerlijk zijn voor de behandeling van de situatie mogen worden uitgewisseld.

Als de optredende persoon in de onmogelijkheid verkeert om persoonlijk op te treden om de belangen te behartigen en de veiligheid te verzekeren van de persoon die de hulp geniet, zijn gezin of ernstig bedreigde derden, kan hij de staat van noodzakelijkheid inroepen om de nodige inlichtingen aan de bevoegde overheid mede te delen.

Wanneer de optredende persoon, met het oog op onderwijs, onderzoek of inlichtingen, informatie over de personen die de hulp genieten, verstrekt, is hij ertoe verplicht de anonimiteit en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van deze personen te waarborgen.

Art. 13. De optredende persoon mag ten aanzien van een zelfde persoon die de hulp geniet niet verschillende ambten uitoefenen die verband houden met de toekenning, de weigering van de toekenning of de concrete verlening van de hulp.

De optredende persoon mag niet rechtstreeks deelnemen aan de beslissing tot toekenning of tot weigering van de toekenning van hulp aan een gerechtigde persoon, indien hij er een rechtstreeks of onrechtstreeks belang bij kan hebben, ofwel persoonlijk ofwel als gemachtigde of vertegenwoordiger.

Art. 14. Met het oog op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, mogen de optredende personen niet deelnemen aan of bijdragen tot de verspreiding en de bekendmaking van inlichtingen door middel van enige media-drager, om te beletten dat de personen die de hulp genieten, zouden kunnen worden geïdentificeerd.

Hiervan mag alleen worden afgeweken indien dit in het belang van de jongere verantwoord is en met de toestemming van deze, indien hij over een onderscheidingsvermogen beschikt of, zo niet, van de personen die het bestuur over zijn persoon waarnemen.

Art. 15. De Inrichtende Macht, of haar gemachtigde, moet zich ervan vergewissen dat het gedrag van de personen die zij tewerkstelt niet schadelijk kan zijn voor de personen aan wie zij hulp verlenen.

Iedere al dan niet bij een arbeidsovereenkomst tewerkgestelde optredende persoon moet een getuigschrift van goed zedelijk gedrag kunnen overleggen.

Iedere optredende persoon die op de hoogte is van feiten van mishandeling, inzonderheid seksueel misbruik, die door een optredende persoon gepleegd zijn, is ertoe verplicht de bevoegde overheid te verwittigen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1997 tot vaststelling van de ethische gedragsregels inzake hulpverlening aan de jeugd en tot instelling van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor de hulpverlening aan de jeugd.

Brussel, 15 mei 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/09873]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 3 avril 1997, M. Guns, R., juge de paix du canton de Ninove, est admis à la retraite à la date du 15 novembre 1997.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Il est autorisé, à sa demande, à continuer d'exercer ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à la place rendue vacante au sein de sa juridiction et au plus tard jusqu'au 15 mai 1998.

Par arrêté royal du 26 septembre 1997, entrant en vigueur le 11 octobre 1997, est acceptée la démission de M. De Bisschop, F., de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Bruxelles.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 15 juillet 1997 :

— la désignation de M. Van Hove, B., juge au tribunal de première instance de Bruges, aux fonctions de juge des saisies à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de deux ans, prenant cours le 1er novembre 1997;

— Mme Buyse, Cl., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Termonde, est désignée en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans, prenant cours le 25 octobre 1997.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/09873]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 3 april 1997 is de heer Guns, R., vrederechter van het kanton Ninove, in ruste gesteld op datum van 15 november 1997.

Hij kan zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Hij wordt, op zijn verzoek, gemachtigd om zijn ambt uit te oefenen tot dat er voorzien is in de plaats die is opengevallen in zijn rechtscollege en ten laatste tot 15 mei 1998.

Bij koninklijk besluit van 26 september 1997, dat in werking treedt op 11 oktober 1997, is aan de heer De Bisschop, F., ontslag verleend uit zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brussel.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 15 juli 1997 :

— is de aanwijzing van de heer Van Hove, B., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, tot het ambt van beslagrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van twee jaar met ingang van 1 november 1997;

— is Mevr. Buyse, Cl., substituu-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, aangewezen tot eerste substituu-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 25 oktober 1997.